

mars 2020

Expression syndicale de l'APHP que le syndicat CGT du CHU de Clermont-Ferrand partage tout à fait et reprend à son compte :

L'hôpital public, l'AP-HP sont à l'os, les agents sont au bout du bout !! Comment va-t-on faire en phase 3 ? Et qui sont les responsables ?

Ça coince déjà, en phase 2 de l'épidémie de Coronavirus ! manque de matériel (masques, solutions hydro alcoolique, sur blouses, etc..), 1000 lits fermés par manque de personnel (800 postes vacants d'IDE à l'APHP), services de radiologie en difficultés (des dizaines de postes vacants de Manip), laboratoires saturés, etc.. Les injonctions contradictoires et incompréhensibles se surajoutent : le port du masque ou pas (pour qui et comment ?), les évictions professionnelles ou pas, le confinement ou pas, l'hospitalisation ou pas des patients.

Pour la phase 3, la situation sera rapidement ingérable pour un hôpital public déjà saturé, avec l'afflux de patients et malheureusement des professionnels et leurs familles touchés, par l'épidémie.

La faute de qui ? A ces gouvernements qui, avec leurs réformes et leurs plans d'économies, suppriment des emplois, ferment des lits, des services d'urgences, des hôpitaux. La faute de la Direction Générale de l'APHP qui, à coup de restructurations, a affaibli nos établissements par des regroupements, des réductions de moyens, des externalisations dans tous les secteurs (services de soins et de radiologie, laboratoires, pharmacies, AGEPS, logistique, services techniques et administratifs, etc..)

La faute de qui ? A ceux, qui ont mis à genou les forces vives de nos hôpitaux en supprimant des emplois. Comment ré-ouvrir des services sans personnel supplémentaire ! D'ailleurs, depuis des années, notre système de santé et l'hôpital public se retrouvent en difficulté pendant les périodes exceptionnelles ou événements graves (Tels les bronchiolites, gastros, gripes, attentats, canicules, etc..). **Le service minimum est le quotidien. Le plan blanc, c'est toute l'année. Il n'y a plus de réserve. Il n'y a plus de ressources supplémentaires à cause des décideurs !**

L'hôpital public répond encore aux besoins de santé de la population, grâce au dévouement des professionnels, mais à quel prix pour les agents ? Ils ont déjà tout donné !! Ils sont à bout, les indicateurs sont au rouge: 1.4 millions de jours de repos non pris, les rappels sur repos, les modifications de plannings au coup par coup et en dehors de toute réglementation, depuis des mois l'accumulation des heures supplémentaires dé plafonnées, l'épuisement professionnel avec la fuite des personnels.

Et des directions de l'APHP osent faire passer l'idée «qu'en temps de guerre, les soldats doivent aller au front! ». **Non, les soignants de l'APHP ne sont pas « la chair à soigner » du libéralisme.**

Non, nous ne sommes pas en guerre ! Nous sommes dans le 5^{ème} pays le plus riche du monde, où l'épidémie serait gérable si la santé n'avait pas été prise uniquement sur le critère de la rentabilité et du libéralisme.

Oui, dénonçons et refusons cette logique libérale qui casse notre système de santé, nos hôpitaux publics performants et tout cela aux profits du secteur privé.

Si l'épidémie de coronavirus est une cause nationale, le système libéral doit être mis à contribution et les activités libérales mises au service de tous et tout de suite.

Le gouvernement va-t-il réquisitionner ?

- les établissements et les lits privés pour se mettre à la disposition d'une cause nationale
- les médecins libéraux au lieu de faire des appels à leur volontariat. Va-t-il en période de crise sanitaire, supprimer la notion de dépassements d'honoraires, pour un libre accès aux soins pour toutes et tous?
- les laboratoires et/ou cabinets de radiologie privés afin d'assurer l'afflux des dépistages et pour les diagnostics
- les entreprises de production des matériaux médicaux et pharmaceutiques pour l'urgence sanitaire

Le gouvernement va-t-il interdire et suspendre l'activité privée au sein des hôpitaux publics afin de transférer tous les moyens au service de la population ?

Il y a urgence à redonner les moyens à notre service public hospitalier pour l'investissement et le fonctionnement. Pendant que le gouvernement et les médias aux ordres surfent sur le coronavirus, celui-ci restreint les libertés de manifestations ou de circulation, on ne parle plus de la contestation à la politique de Macron et de sa loi adoptée à coup de 49.3.

Il faut éradiquer les virus « Libéralovirus et Macronavirus ». Ils sont nocifs pour notre santé